

L'indice de risque est égal à la somme de la fréquence et de la gravité divisée par le volume de travail exprimé en équivalents temps plein.

La fréquence est le nombre global d'accidents du travail enregistrés au cours de la période considérée multiplié par 4.

La gravité est égale au nombre de jours civils réellement perdus du fait d'accidents du travail, limité à 120 jours par accident du travail. Pour un accident mortel, on prend en compte 120 jours. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE BLOCK

De risico-index is gelijk aan de som van de frequentie en de ernst, gedeeld door het arbeidsvolume dat wordt uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

De frequentie is het totale aantal arbeidsongevallen dat werd geregistreerd in de loop van de observatieperiode, vermenigvuldigd met 4.

De ernst is het aantal ten gevolge van arbeidsongevallen werkelijk verloren kalenderdagen, beperkt tot 120 dagen per arbeidsongeval. Voor een dodelijk ongeval worden 120 dagen in rekening gebracht. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE BLOCK

## MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2015/07270]

**30 OCTOBRE 2015.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, les articles 9bis, § 2, et 16bis, insérés par la loi du 27 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 25 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 27 juillet 2015;

Vu l'avis 58.115/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1998, est remplacé par ce qui suit :

"Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sont admissibles pour l'octroi d'une allocation par application du présent arrêté, les cours de formation ou d'information générale ou scientifique du niveau universitaire et du niveau supérieur non universitaire, figurant au programme d'un cycle de cours pour officiers ou candidats officiers du cadre actif ou du cadre de réserve, donnés à l'Ecole Royale Militaire.

§ 2. Le Ministre de la Défense peut, dans les conditions déterminées par lui, étendre le régime établi par le présent arrêté aux cours visés au paragraphe 1<sup>er</sup> qui sont donnés dans d'autres institutions d'enseignement dépendant du ministère de la Défense."

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2015/07270]

**30 OKTOBER 2015.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, de artikelen 9bis, § 2, en 16bis, ingevoegd bij de wet van 27 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren;

Gelet op het protocol van onderhandelingen van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 25 maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 18 juni 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 27 juli 2015;

Gelet op advies 58.115/4 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Defensie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. § 1. Komen in aanmerking voor een toelage met toepassing van dit besluit, de cursussen die een algemene of wetenschappelijke opleiding, respectievelijk voorlichting, verschaffen op universitair en op hoger niet-universitair niveau, die voortkomen op het programma van een lessencyclus voor officieren of kandidaat-officieren van het actief kader of van het reservekader, gegeven aan de Koninklijke Militaire School.

§ 2. De Minister van Defensie mag onder de door hem vastgestelde voorwaarden de bij dit besluit vastgelegde regeling uitbreiden tot de in paragraaf 1 bedoelde cursussen die gegeven worden in andere onderwijsinstellingen die afhangen van het ministerie van Landsverdediging."

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 2003, les mots "de la Défense nationale" sont remplacés par les mots "de la Défense", et le mot "école" est remplacé par les mots "institution d'enseignement".

**Art. 3.** L'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1998 et 3 décembre 2003, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. Pour l'allocation, les personnes chargées d'une mission d'enseignement dans le cadre des cours visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2, sont réparties comme suit :

1<sup>o</sup> groupe 1 : les personnes qui sont titulaires d'un doctorat, d'un diplôme de master en médecine ou en sciences pharmaceutiques ou d'ingénieur civil ou d'agrégé de l'enseignement supérieur, du brevet d'état-major, du brevet supérieur d'état-major, du brevet d'administrateur militaire ou du brevet supérieur d'administrateur militaire ou qui sont autorisées à porter le titre d'ingénieur civil en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, II, premier alinéa de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, les magistrats, les inspecteurs des finances, les personnes qui, sont exemptées des conditions de diplôme ou de titre précitées, pour leur nomination ou leur désignation par le Roi;

2<sup>o</sup> groupe 2 : les personnes qui sont titulaires d'un diplôme de master ou d'un niveau au moins équivalent, ou qui ont terminé avec fruit les études de la faculté des sciences sociales et militaires de l'Ecole Royale Militaire;

3<sup>o</sup> groupe 3 : les personnes qui n'appartiennent pas aux groupes 1 ou 2.

Le Ministre de la Défense peut exempter des conditions de diplôme ou de titre précitées, les personnes chargées d'une mission d'enseignement dans une des institutions d'enseignement visées à l'article 1<sup>er</sup>, pour qui l'enseignement constitue une fonction accessoire."

**Art. 4.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. Les personnes, à l'exclusion des professeurs de langue, pour lesquelles l'enseignement constitue une fonction accessoire, perçoivent par heure de cours donnée dans le cadre de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, une allocation fixée comme suit :

1<sup>o</sup> pour les cours de formation générale ou scientifique du niveau universitaire :

- a) celles qui appartiennent au groupe 1 : 136,36 euros;
- b) celles qui appartiennent au groupe 2 : 86,48 euros;

2<sup>o</sup> pour les cours de formation générale ou scientifique du niveau supérieur non universitaire :

- a) celles qui appartiennent aux groupes 1 ou 2 : 43,24 euros;
- b) celles qui appartiennent au groupe 3 : 37,14 euros."

**Art. 5.** L'article 5 du même arrêté, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les personnes qui bénéficient d'un traitement sur la base de l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitement de certains grades du personnel enseignant civil du ministère de la défense, sont exclues du droit à l'allocation visée à l'article 4."

**Art. 6.** L'article 6 du même arrêté est abrogé.

**Art. 7.** L'article 7 du même arrêté est abrogé.

**Art. 8.** L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 2003, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 8. Pour la personne non organique à l'Ecole Royale Militaire, la mission d'enseignement par année académique est limitée :

1<sup>o</sup> au nombre d'heures de cours équivalent à des activités d'enseignement universitaire de six ECTS;

2<sup>o</sup> à soixante heures de cours pour les activités d'enseignement non universitaire.

Les activités d'enseignement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être cumulées.

Le temps prévu pour les interrogations et les examens n'est pas pris en considération pour le calcul du nombre d'heures de cours.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par heure de cours, une période de soixante minutes."

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 2003, worden de woorden "van landsverdediging" vervangen door de woorden "van Defensie" en wordt het woord "school" vervangen door het woord "onderwijsinstelling".

**Art. 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1998 en 3 december 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. Voor de toelage worden de personen belast met een leeropdracht in het kader van de cursussen bedoeld in de artikelen 1 en 2, ingedeeld als volgt :

1<sup>o</sup> groep 1 : zij die houder zijn van een doctoraat, van een diploma van master in de geneeskunde of in de farmaceutische wetenschappen of van burgerlijk ingenieur of geaggregeerde voor het hoger onderwijs, van het stafbrevet, van het hoger stafbrevet, van het brevet van militair administrateur of van het hogere brevet van militair administrateur of gemachtigd zijn de titel te dragen van burgerlijk ingenieur op grond van artikel 1, II, eerste lid, van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, de magistraten, de inspecteurs van financiën, de personen die voor hun benoeming of aanwijzing door de Koning van de voormelde diploma- of titelvereisten werden vrijgesteld;

2<sup>o</sup> groep 2 : zij die houder zijn ten minste van het diploma van master of van een minstens gelijkwaardig niveau, of die met goed gevolg de studie hebben beëindigd van de faculteit sociale en militaire wetenschappen bij de Koninklijke Militaire School;

3<sup>o</sup> groep 3 : de personen die niet behoren tot de groepen 1 of 2.

De Minister van Defensie kan de personen, belast met een leeropdracht in één van de onderwijsinstellingen bedoeld in artikel 1, voor wie het onderwijs een bijbetrekking is, vrijstellen van de voormelde diploma- of titelvereisten."

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. De personen, de taalleraars uitgezonderd, belast met een leeropdracht, voor wie het onderwijs een bijbetrekking is, ontvangen per lesuur gegeven in het kader van het artikel 1 van dit besluit, een toelage bepaald als volgt :

1<sup>o</sup> voor de cursussen van algemene of wetenschappelijke vorming van universitair niveau :

- a) zij die behoren tot groep 1 : 136,36 euro;
- b) zij die behoren tot groep 2 : 86,48 euro;

2<sup>o</sup> voor de cursussen van algemene of wetenschappelijke vorming van hoger niet-universitair niveau :

- a) zij die behoren tot groep 1 of 2 : 43,24 euro;
- b) zij die behoren tot groep 3 : 37,14 euro."

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. De personen die een wedde genieten op basis van het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor sommige graden van het burgerlijk onderwijzend personeel van het ministerie van landsverdediging, worden uitgesloten van het recht op de toelage bedoeld in artikel 4."

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. Voor de persoon die niet organiek behoort tot de Koninklijke Militaire School wordt de leeropdracht per academiejaar beperkt tot :

1<sup>o</sup> het aantal lesuren overeenstemmend met universitaire onderwijsactiviteiten van zes ECTS;

2<sup>o</sup> zestig lesuren voor de niet-universitaire onderwijsactiviteiten.

De onderwijsactiviteiten bedoeld in het eerste lid, kunnen gecumuleerd worden.

Met de tijd waarin is voorzien voor de overhoringen en de examens wordt geen rekening gehouden voor het vaststellen van het aantal lesuren.

Onder lesuur dient voor de toepassing van dit besluit te worden verstaan een periode van zestig minuten."

**Art. 9.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "dont le taux est fixé par le Ministre de la Défense nationale sans pouvoir dépasser les montants ci-après" sont remplacés par le mot "de";

b) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a., les mots "104 540 francs" sont remplacés par les mots "2.591,48 euros";

c) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, b., les mots "80 547 francs" sont remplacés par les mots "1.996,71 euros";

d) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots "46 272 francs" sont remplacés par les mots "1.147, 06 euros";

e) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots "34 275 francs" sont remplacés par les mots "849,66 euros";

f) dans le paragraphe 2, les mots "dont le taux est fixé par le Ministre de la Défense nationale sans pouvoir dépasser les montants ci-après" sont remplacés par le mot "de";

g) dans le paragraphe 2, 1<sup>o</sup>, les mots "38 560 francs" sont remplacés par les mots "955,88 euros";

h) dans le paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, les mots "28 563 francs" sont remplacés par les mots "708,06 euros".

**Art. 10.** Dans l'article 10 du même arrêté les mots "114 252 francs" sont remplacés par les mots "2.832,24 euros".

**Art. 11.** Dans l'article 11 du même arrêté les mots "104 540 francs" sont remplacés par les mots "2.591,48 euros".

**Art. 12.** Dans l'article 12 du même arrêté les mots "aux articles 6 et 9" sont remplacés par les mots "aux articles 5 et 9".

**Art. 13.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 13. Les titulaires des fonctions suivantes à l'Ecole Royale Militaire perçoivent l'allocation annuelle suivante :

1<sup>o</sup> directeur de l'instruction et de l'éducation : 220,88 euros;

2<sup>o</sup> officier supérieur adjoint au directeur des études : 220,88 euros;

3<sup>o</sup> officier d'éducation physique et des sports : 100,40 euros;

4<sup>o</sup> commandant du bataillon élèves-officiers : 100,40 euros;

5<sup>o</sup> commandant du bataillon officiers-élèves : 100,40 euros;

6<sup>o</sup> officier commandant de promotion appartenant à la direction de formation de base : 100,40 euros;

7<sup>o</sup> officier commandant de promotion adjoint appartenant à la direction de base : 74,37 euros."

**Art. 14.** Dans l'article 18 du même arrêté, les mots "de la Défense nationale" sont remplacés par les mots "de la Défense".

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
S. VANDEPUT

**Art. 9.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, worden de woorden "waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Minister van Landsverdediging zonder dat de navolgende bedragen mogen worden overschreden" vervangen door het woord "van";

b) in paragraaf 1, 1<sup>o</sup>, a., worden de woorden "104 540 frank" vervangen door de woorden "2.591,48 euro";

c) in paragraaf 1, 1<sup>o</sup>, b., worden de woorden "80 547 frank" vervangen door de woorden "1.996,71 euro";

d) in paragraaf 1, 2<sup>o</sup>, worden de woorden "46 272 frank" vervangen door de woorden "1.147, 06 euro";

e) in paragraaf 1, 3<sup>o</sup>, worden de woorden "34 275 frank" vervangen door de woorden "849,66 euro";

f) in paragraaf 2, worden de woorden "waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Minister van Landverdediging zonder de navolgende grenzen te mogen overschrijden" vervangen door het woord "van";

g) in paragraaf 2, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "38 560 frank" vervangen door de woorden "955,88 euro";

h) in paragraaf 2, 2<sup>o</sup>, worden de woorden "28 563 frank" vervangen door de woorden "708, 06 euro".

**Art. 10.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "114 252 frank" vervangen door de woorden "2.832,24 euro".

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "104 540 frank" vervangen door de woorden "2.591,48 euro".

**Art. 12.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "in de artikelen 6 en 9" vervangen door de woorden "in de artikelen 5 en 9".

**Art. 13.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. De bekleeders van de onderstaande betrekkingen bij de Koninklijke Militaire School ontvangen de volgende jaarlijkse toelage :

1<sup>o</sup> directeur der instructie en der opvoeding : 220,88 euro;

2<sup>o</sup> hoofdofficier adjunct van de directeur der studiën : 220,88 euro;

3<sup>o</sup> officier lichamelijke opvoeding en sport : 100,40 euro;

4<sup>o</sup> commandant van het bataljon leerling-officieren : 100,40 euro;

5<sup>o</sup> commandant van het bataljon officier-leerlingen : 100,40 euro;

6<sup>o</sup> officier promotiecommandant behorende tot de directie basisvorming : 100,40 euro;

7<sup>o</sup> officier adjunct promotiecommandant behorende tot de directie basisvorming : 74,37 euro."

**Art. 14.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 2003, worden de woorden "van landsverdediging" vervangen door de woorden "van Defensie".

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 16.** De Minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,  
S. VANDEPUT